

Inquiétudes

Née sous le signe de l'espoir, voici qu'aujourd'hui cette page traduit la vaste inquiétude qui forme la trame de notre existence actuelle. Inquiétude devant les menaces de guerre; quasi-impossibilité de prendre un parti, de raisonner sur un sujet aussi grave, d'échapper aux grands courants mystiques qui créent, dans le monde, une atmosphère de guerres religieuses, de croisades...

Luttes ouvrières

UN IMPORTANT CONFLIT DU TRAVAIL EN DANEMARK

S'il est un pays où l'on puisse être étonné de voir surgir d'importants conflits entre le capital et le travail, c'est bien le Danemark. En effet, toutes les conditions y semblent réunies pour que règne la paix sociale: relativement favorisés dans un monde déchiré par la crise, le Danemark, s'il n'a pas vu son chômage décroître très sensiblement à cause des difficultés traversées par son agriculture, offre des signes économiques favorables; les bilans des entreprises indiquent une situation satisfaisante sinon brillante. Le nombre d'indices de la production industrielle était, en janvier 1936, à 125, contre 100 en 1931. Les exportations ont augmenté de 20 % en 1935. Notons, en outre, que: d'une part, le Danemark a un gouvernement ouvrier depuis les dernières élections; et, d'autre part, les travailleurs y sont syndiqués à 90 % — la Centrale syndicale comptant 350.000 membres.

Toutes ces conditions n'ont pas été un obstacle au grave conflit social dont le Danemark est le théâtre en ce moment. Au contraire, elles ont été à la base de la campagne pour une augmentation des salaires qui a amené le lock-out actuel privant de travail 100.000 travailleurs, et en atteignant près de 200.000.

Les travailleurs concluent à la légitimité d'une augmentation des salaires, d'autant plus que les relevements de salaires survenus en 1935 n'ont touché qu'à quelques groupes de travailleurs et que les syndicats ont, par le passé, en raison de la crise qui sévissait, ajourné de nombreuses revendications. (La dernière diminution générale des salaires eut lieu en 1931; les contrats collectifs furent prorogés en 1932; en 1933, le gouvernement émit, par une loi spéciale, une diminution de 20 % réclamée par les employeurs, en procédant purement et simplement les conventions et en interdisant pour un an les grèves et lock-outs; en 1934, les conventions furent derechef prorogées sans changement). De grands conflits du travail ne se sont plus produits au Danemark depuis 1925. En 1935, pour la première fois depuis le début de la crise, les syndicats prirent l'offensive en matière de salaires: dans 47 professions, on obtint que les taux horaires bénéficiaient d'une augmentation allant jusqu'à 5 % pour les ouvriers, les moins rétribués, ainsi que d'autres avantages (vacances, etc.). L'actuelle situation économique du Danemark démontre que l'économie danoise et

LES TRAVAILLEURS DEVANT LE MYTHE DE LA CROISADE

Le problème qui préoccupe le plus vivement la classe ouvrière française organisée est bien entendu, en ce moment, celui de la guerre. Aujourd'hui même, un grand meeting fera entendre, à ce propos, au peuple parisien, les leaders de la C. G. T. et ceux du mouvement syndical international.

En examinant, justement, l'annonce de ce meeting, on est frappé par le fait qu'il doit se tenir sous la présidence de M. Schevenels, secrétaire général de la Fédération syndicale internationale, avec le concours de Walter Citrine, président des Trade-Unions britanniques, mais aussi de la F. S. I., et de Cornille Mertens, secrétaire général de la C. G. T. belge. C'est-à-dire si l'on ajoute à ce noms celui de M. Léon Jouhaux, qui parlera au nom de la C. G. T. française, avec le concours des membres du bureau de la F. S. I., de l'état-major de l'Internationale syndicale «réformiste»... Et l'on est presque surpris de découvrir, dans un coin, le nom de M. Racamond, qui parlera en tant que «secrétaire adjoint de la C. G. T.».

Or, si vous remplacez fascisme par pangermanisme ou par esprit prussien, vous vous apercevrez qu'il ne s'agit de rien de moins que du vieil argument des nationalistes et de cette méfiance systématique qu'ils ont longtemps opposée à tout effort de compréhension de l'âme allemande et de ses légitimes griefs.

Quand il s'agit de l'Allemagne hitlérienne, appuie Sept, les communistes et leurs amis «parlent le langage même de Maurras». Celui-ci dénonçait autrefois «l'islam germanique» aux peuples «civilisés»: l'Humanité «lui fait chorus en prêchant la croisade» contre le fascisme.

Quelles que soient les raisons qui ont motivé cette évolution des «Révolutionnaires», quel que soit le péril qui fait courir au monde le fascisme, il n'en est pas moins vrai, si l'on observe ob-

jectivement les faits, que (comme l'écrivait encore M. de Guadaluac dans Sept) «les révolutionnaires commettent la faute impardonnable de caporaliser leurs cœurs, de les faire défilier en tendant le poing, de les soumettre à des mots d'ordre «conformistes», de mépriser systématiquement ce que Péguy appelait la mystique et de sacrifier, par conséquent, les moyens pauvres aux moyens lourds, les moyens spirituels aux moyens charnels».

Donc, si l'on simplifie à l'extrême le complexe problème de la guerre (ce qui est bien difficile, évidemment) on se trouve toujours en face de deux alternatives: refuser la guerre, quel qu'il arrive, comme le faisait autrefois un Romain Rolland, ou adhérer à la «croisade» contre les bellicistes, c'est-à-dire accepter de «partir» si l'heure sonne. Les syndicalistes sont évidemment brouillés (comme tous les esprits réfléchis) entre ces deux méthodes. La position nuance «bureau fédéral» est elle-même intermédiaire, et même fatalement à l'une ou l'autre solution extrême, à l'un ou l'autre choix tragique. Dans le Peuple du 19 mars, M. Belin s'affirme une fois de plus pour l'organisation de l'Europe, la sécurité collective, la S. D. N., le respect des contrats internationaux, mais, en même temps, il estime bien douteuse la possibilité non seulement d'un accord, mais encore de pourparlers sincères avec les dirigeants du fascisme, ce qui rend bien fragiles les espoirs formulés dans la première partie de son article.

Et comme par ailleurs Hitler fait tout ce qu'il faut pour donner corps au mythe de la croisade contre le fascisme en mettant l'U. R. S. S. au banc des nations, on conçoit aisément l'angoisse et les divergences de pensée des travailleurs organisés devant un problème aussi grave et un horizon aussi noir.

Mais, comme nous le disions justement dans notre précédente page, cette

question de la lutte contre la guerre est un des points essentiels sur lequel le maintien de l'unité réalisée dans le mouvement syndical français sera le plus difficile.

Cette évolution a pu se faire parce qu'il s'agit non plus de défendre la France impérialiste contre l'Allemagne impérialiste, mais la «patrie prolétarienne» contre les Etats capitalistes — et surtout contre le fascisme? Mais c'est non sans raison que Sept fait observer à ce propos:

Or, si vous remplacez fascisme par pangermanisme ou par esprit prussien, vous vous apercevrez qu'il ne s'agit de rien de moins que du vieil argument des nationalistes et de cette méfiance systématique qu'ils ont longtemps opposée à tout effort de compréhension de l'âme allemande et de ses légitimes griefs.

Quand il s'agit de l'Allemagne hitlérienne, appuie Sept, les communistes et leurs amis «parlent le langage même de Maurras». Celui-ci dénonçait autrefois «l'islam germanique» aux peuples «civilisés»: l'Humanité «lui fait chorus en prêchant la croisade» contre le fascisme.

Quelles que soient les raisons qui ont motivé cette évolution des «Révolutionnaires», quel que soit le péril qui fait courir au monde le fascisme, il n'en est pas moins vrai, si l'on observe ob-

QUE PENSENT LES INTELLECTUELS DES LOISIRS OUVRIERS?

Arthur Honegger

« Il faudrait réhabiliter le silence afin de rendre à sa musique sa spiritualité. »

C'est aussi la musique qui nous retiendra aujourd'hui encore (1), ce qui nous donne la satisfaction d'entendre le grand compositeur, Arthur Honegger: — Le point sensible, dit-il, c'est dans l'état actuel des faits le manque de contact entre les artistes, créateurs, intellectuels et la masse. En effet, si nous voulons nous exprimer, nous nous adressons toujours aux mêmes 4000 personnes qui arrivent vers nous blâsés. Ce fait a, sur les artistes, la plus mauvaise influence, car il les pousse à chercher simplement l'effet de surprise — ou plutôt l'effet de snobisme. Car il s'agit de donner toujours aux auditeurs habitués quelque chose de neuf, quelque chose qu'ils n'attendent pas...

« Ce qu'il faudrait à l'artiste, au créateur, c'est un public, riche, curieux, varié, sans formation, sans parti-pris. Il leur faudrait un contact non point exceptionnel, mais continu, avec la foule... »

« Mais ce public-là, le vrai, nous ne pouvons presque jamais l'atteindre, car il y a entre lui et nous un terrible intermédiaire: la radio. »

« Notez bien que je ne suis pas adversaire du machinisme; au contraire! La machine doit libérer l'homme de travaux pénibles et l'affranchir de la matière; mais la radio, en l'espèce, ne donne pas aux hommes ce qu'elle devrait et pourrait donner. »

« Oui, répète Arthur Honegger, la radio nous dessert; par elle, la musique devient une denrée qu'on donne par-dessus le marché: qui accompagne le coup de balai et les soins du ménage. On ouvre la radio, parfois toute la journée, et les gens qui vivent à côté de ses bruits en sont quittes pour crier afin de s'entendre. Il est rare de voir des amateurs de radio écouter sérieusement une œuvre: on cherche, on saisit des fragments, on va de Pékin à Tombouctou et d'Istanbul à Changhaï... C'est évidemment très drôle; mais la musique, dans tout cela? »

« On gave les auditeurs de musique, c'est-à-dire d'un bruit standard comme celui de l'autobus... Alors, comment demander à des gens de payer

pour venir entendre au concert un bruit dont on les a assommés toute la journée? Comment s'étonner qu'au concert, il n'y ait plus que des personnes d'un certain âge, d'avant la radio?... Il est évident que les jeunes ont une sensibilité d'oreille émoussée et qu'ils ne font plus la différence entre la musique et le bruit!... »

« Oui, on peut entendre la 6^e Symphonie en épluchant des légumes; oui, on met quelques sous dans une boîte et il en sort la messe en si... Mais on abaisse ainsi ce qui devrait rester sur un plan spirituel. Car l'audition des chefs-d'œuvre devrait être rare, excellente, et entourée d'une certaine solennité... »

« Je ne vous cache pas que je vois les choses en noir, finies pour longtemps! dit encore Arthur Honegger. Le triomphe de la bêtise s'exprime bien dans cette disproportion entre le merveilleux effort cérébral qui a permis la réalisation de la radio ou du cinéma, et leur utilisation. C'est tout le drame du machinisme, nécessaire, mais galvaudé... »

« Ce qu'il faut faire?... Hélas! la pente sera dure à remonter: il faudrait réhabiliter le silence (le plus grand des luxes, quasi introuvable à l'heure présente) afin de rendre, à la musique, sa puissance, sa vertu, sa spiritualité... Il faudrait effectuer cette jonction entre les masses et les créateurs — et la présence de la radio fait que c'est déjà un peu trop tard pour espérer réussir... »

« Sur un plan immédiat, il serait facile de rendre plus simple, plus aisée l'accès des concerts et des théâtres aux ouvriers, si l'on s'inspirait simplement de l'organisation matérielle des cinémas. Actuellement, dans les théâtres, tout rebute le travailleur: nécessité de s'habiller, de louer des places d'avance, où, chose honteuse, de faire la queue durant des heures si l'on veut des places bon marché. Ce qui est impossible à qui travaille! Sans oublier les places d'out en ne voit pas la scène, parce qu'elles sont «bon marché»... »

(1) Voir la République des 18 et 26 février, 3 et 17 mars.

AU CONGRÈS DE TOULOUSE

PLAIDOYER POUR UN RAJEUNISSEMENT DES CADRES

Au lendemain de l'élection de M. Léon Jouhaux au poste de secrétaire fédéral une proposition tendant à la non-régibilité des fonctionnaires confédéraux fut déposée au congrès de Toulouse de 1910, et repoussée. Depuis lors, elle a été maintes fois reprise et rappelée...

Mais cette réponse avisée ne crée aucun courant sympathique, pas plus que la conclusion de l'orateur, qui, ayant demandé la création d'une section artistique pour la jeunesse, ajoute: — La C. G. T., qui veut faire la révolution, doit avoir le courage de « se révolter » elle-même!

Bien entendu, autour des tables, des discussions privées s'engageront pour savoir s'il convenait ou non de classer parmi les « jeunes » des militants tels que MM. Lacoste, Pottiaux, Bédin, Hazonier. Les uns certifieront que oui, et feraient l'éloge d'une génération si précieuse en intelligence, talent, etc.

— Ressuscite la C. G. T. d'avant guerre? observe-t-il. Erreur: il s'agit de faire une C. G. T. nouvelle, qui répondra aux besoins des générations montantes... Ne laissons pas toujours les mêmes sur le champ de bataille; quel que soit leur potentiel, ces hommes s'usent... Vous n'avez chappé pas à ce besoin de renouvellement. Dans un temps de mouvement précipité, il faut des éléments jeunes, des décisions rapides... »

« J'ai dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas », dit encore M. Piquemal.

Tandis que ces jeunes ont, quelques-uns se livraient en aparté, quelques-uns « jeunes » défilaient à la tribune apportant, en toute innocence, des arguments aux « anciens »...

— Pourquoi ne pas avoir laissé la parole à un jeune, alors? — Si un jeune disait cela, on le traiterait d'ambitieux! rétorque M. Piquemal.

Il faut noter que, par suite de la rationalisation intensive et de la crise, l'effectif ouvrier de Michelin, qui était de 28.000 en 1928, a été ramené à 8.000 en 1936. Certains des ouvriers « gagnent » 200 francs par quinzaine.

« Pour finir, le congrès réélit M. Léon Jouhaux au poste de secrétaire fédéral » qu'il occupe depuis 27 ans...

Le B. I. T. et la crise

La session du Conseil d'administration du Bureau international du Travail, qui s'est tenue les 20, 21 et 22 février, s'est occupée de mesures propres à combattre la crise et le chômage. A sa session de 1935, la Conférence avait adopté une résolution demandant au Conseil la révision des conventions fixant à 14 ans l'âge d'admission des enfants au travail, et la fixation d'un minimum à 15 ans pour les autres. Une discussion assez vive au cours de laquelle le groupe ouvrier s'efforça d'obtenir que la révision soit faite au plus tard en 1937 et simultanément pour les quatre conventions (industrie, agriculture, travail maritime et entreprises non industrielles), le Conseil décida d'ouvrir la procédure de révision et de consulter les gouvernements au sujet des points sur lesquels doit porter cette révision en vue de la prochaine session de la Conférence. Comme l'on voit, le Conseil, tout en faisant droit au vœu du groupe ouvrier d'ouvrir immédiatement la procédure de révision, ne s'est pas cependant engagé de façon ferme quant à son inscription à la Conférence de 1937. Toutefois, les conditions dans lesquelles la révision a été décidée constituent en somme un engagement moral à l'égard de la question soit liquidée en 1937. On sait d'autre part, que, en ce qui concerne la révision de la convention sur l'âge minimum d'admission au travail maritime (1920), la commission paritaire maritime, dont l'avis préalable doit être demandé, s'est déjà prononcée en faveur de la révision en vue de porter l'âge d'admission à 15 ans.

Une intéressante discussion s'institua à propos de la résolution adoptée par la S.D.N. en faveur d'une liberté plus grande du commerce. Le délégué gouvernemental des Etats-Unis proposa que le B.I.T. procède à des enquêtes sur les effets que les changements de la politique commerciale des divers pays peuvent avoir sur l'emploi et les gains des travailleurs. Il indiqua que si l'on veut développer l'emploi des travailleurs, il faut ouvrir

LE MONDE OUVRIER

Après par le groupe ouvrier, à savoir l'apprentissage et l'enseignement technique, fut repoussée par 15 voix contre 12.

Le procès de Wupperthal et la classe ouvrière

Au début de janvier, le Bureau de la Fédération syndicale internationale (F.S.I.) a déjà signalé le procès monstrueux des nazis ont mis en scène à Wupperthal contre des centaines de travailleurs. Il a dénoncé les tortures, ayant voulu un peu plus d'un siècle, les premières mutuelles d'assurances se sont formées autour des premières machines. Et ce qui devait fatalement arriver arriva. De faux frères se sont glissés parmi les conjurés. La délation et la trahison ont fait leur œuvre. Le Gestapo (Police secrète d'Etat) s'est infiltrée dans les usines. Près de deux cents arrestations, au total, ont eu lieu.

ces. Ils ont été soumis à la question comme aux époques que l'on croyait révolues. Il a fallu, au début, que chaque syndicaliste arrêté en dénonçât cinq autres. Plusieurs — sept au moins — sont mystérieusement morts, et quelques-uns égarés. Six cent vingt-quatre d'entre eux ont été finalement reconnus coupables et renvoyés devant ce tribunal qu'appelle comme par dérision le tribunal du peuple, et qui n'est qu'une odieuse parodie de justice. Ils n'y sont pas défendus — ou ne sont défendus que par des nazistes plus redoutables que le procureur. Des condamnations effroyables les frappent! Car ils sont accusés de trahison! Les peines de dix ans ou quinze ans de travaux forcés, prononcées dans le plus grand secret — à huis clos — sont les plus fréquentes. On condamne à cinq ans de prison ceux qui n'ont rien fait, à seule fin de les retirer de la circulation. C'est le régime de la terreur la plus impitoyable, la plus implacable.

au cours de son second congrès, tenu à Nagpur il y a quelques mois, décide son affiliation à la Fédération syndicale internationale. Le programme qu'elle a, par ailleurs, ratifié, reprend les points essentiels du programme de la F.S.I.: réduction immédiate de la durée du travail à 40 heures par semaine sans diminution de salaire; augmentation des salaires dans l'industrie privée et dévaluation monétaire en vue d'augmenter le pouvoir d'achat; ouverture de travaux publics financés par l'Etat; interdiction de l'emploi des enfants au-dessous de 14 ans; institution de l'enseignement obligatoire et gratuit jusqu'à 14 ans; fixation légale de salaires minima; instauration de l'assurance chômage et développement des assurances existantes; octroi de congés payés; économie dirigée.

Les travailleurs de cette région, rapporte le Populaire, ont repris leur ancienne tactique fatalement fragile et qui devait se révéler inopérante: ils ont formé des comités secrets, comme à l'époque héroïque du syndicalisme, lorsque, voilà un peu plus d'un siècle, les premières mutuelles d'assurances se sont formées autour des premières machines. Et ce qui devait fatalement arriver arriva. De faux frères se sont glissés parmi les conjurés. La délation et la trahison ont fait leur œuvre. Le Gestapo (Police secrète d'Etat) s'est infiltrée dans les usines. Près de deux cents arrestations, au total, ont eu lieu. Ces hommes ont subi les pires violen-

ces. Ils ont été soumis à la question comme aux époques que l'on croyait révolues. Il a fallu, au début, que chaque syndicaliste arrêté en dénonçât cinq autres. Plusieurs — sept au moins — sont mystérieusement morts, et quelques-uns égarés. Six cent vingt-quatre d'entre eux ont été finalement reconnus coupables et renvoyés devant ce tribunal qu'appelle comme par dérision le tribunal du peuple, et qui n'est qu'une odieuse parodie de justice. Ils n'y sont pas défendus — ou ne sont défendus que par des nazistes plus redoutables que le procureur. Des condamnations effroyables les frappent! Car ils sont accusés de trahison! Les peines de dix ans ou quinze ans de travaux forcés, prononcées dans le plus grand secret — à huis clos — sont les plus fréquentes. On condamne à cinq ans de prison ceux qui n'ont rien fait, à seule fin de les retirer de la circulation. C'est le régime de la terreur la plus impitoyable, la plus implacable.

Le syndicalisme aux Indes La Fédération des syndicats hindous (National Trades Union Federation) a

En ce qui concerne la collaboration de la centrale syndicale libre avec le « All India Trade Union Congress », le congrès approuva la conduite de son conseil général qui prit en août dernier, en commun avec l'A.T.U.C., l'initiative de constituer un « Conseil mixte panindien du Travail » en vue de coordonner la collaboration.

L'A.T.U.C. proposa, ultérieurement, la fusion avec la centrale syndicale libre sur la base suivante: 1° Pas d'affiliation à une organisation étrangère; 2° La centrale unifiée observerait le principe que seuls des délégués nommés par la centrale exerceraient la représentation à Genève; aucune fédération ne devrait déléguer de représentant à Genève si le gouvernement n'admet pas le délégué de la centrale.

Le « standard » de vie des paysans hindous

Tandis que les ouvriers hindous s'organisent et se fondent dans l'Internationale syndicale, il semble qu'un lent progrès pénètre dans les villages de ce lointain pays. En effet, les Informations Sociales du Bureau international du Travail rapportent que le gouvernement de la présidence de Bombay a récemment publié un communiqué sur les progrès accomplis au cours des deux dernières années dans l'exécution du programme d'amélioration des villages dit à l'initiative de l'ancien gouverneur, Sir Frederick Sykes. Le trait caractéristique de ce programme est que toutes les organisations intéressées — l'Etat, les autorités locales, les associations et l'initiative privée — collaborent pour améliorer les conditions de vie du cultivateur, en s'attachant tout d'abord à satisfaire les besoins les plus pressants du village dont il s'agit. Le rouage essentiel du mécanisme mis en œuvre est le comité exécutif de district pour l'amélioration des villages qui comprend normalement les fonctionnaires représentant les services sociaux du gouvernement, les délégués des organisa-

tions locales ainsi que les éducateurs sociaux et les mandataires des organisations de bienfaisance. Dans tous les districts de la présidence ont été créés des comités ainsi constitués qui ont à leur tour établi des comités locaux et communaux dans la plupart des régions et villages.

Le processus d'organisation peut varier selon les districts, quelques-uns ayant commencé par créer des comités exécutifs de district pour pousser ensuite les ramifications administratives jusque dans les circonscriptions et villages les moins importants, tandis que d'autres concentrent leur action sur les villages en choisissant certains d'entre eux comme prototypes. Le gouvernement s'est proposé essentiellement d'inciter aux villages le principe de l'entraide afin qu'ils puissent prendre l'initiative de certains travaux élémentaires destinés à assainir et embellir les villages.

On s'est attaché à améliorer l'état sanitaire des villages, à les nettoyer et à en débarrasser les terrains, à embellir leur aspect général et à les approvisionner d'eau potable en quantité suffisante. Les fosses à purin ont été supprimées dans les villages, les voies de communication étant pourvues d'autre part, de ruisseaux. Des travaux d'assèchement des étangs et des fossés et la construction de puits ont été amorcés. Des routes vicinales ont été aménagées et les voies de communication des villages eux-mêmes ont été améliorées.

Des classes très fréquentées ont été organisées dans deux centres pour enseigner au personnel officiel et non officiel les travaux d'amélioration des villages, tandis que, dans une région, un journal technique a été fondé pour contribuer à cette fin. C'est par centaines qu'il faut chiffrer maintenant le nombre des villages où l'hygiène et les routes tout au moins ont fait l'objet d'améliorations. Enfin, l'amélioration des conditions de vie des paysans se poursuit activement sous d'autres formes, notamment par l'organisation de l'enseignement primaire, l'assistance médicale, la formation de sages-femmes et le développement d'industries à domicile.